

gnwp

Global Network of
Women Peacebuilders



Canada

**PLAN D'ACTION LOCAL DE LA MISE EN ŒUVRE
DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE
SECURITE DES NATIONS UNIES DANS LES
SECTEURS *D'ITOMBWE, LULENGE ET
GROUPEMENT BIJOMBO (Chefferie de Bavira)* EN
PROVINCE DU SUD-KIVU,
REPUBLIQUE DEMOCTARIQUE DU CONGO**

Devise : Non à la Violence Faite à la Femme

Janvier 2023



LES ABREVIATIONS

PRECODESA	: Président du Comité de Développement de la Santé ;
CODESA	: Comité de Développement de la Santé ;
COPA	: Comité de Parents ;
ILD	: Initiatives Locales de Développement
FPS	: Femme, Paix et Sécurité ;
SAFECO	: Synergie des Associations Féminines au Congo ;
RDC	: République Démocratique du Congo ;
ODD	: Objectif de Développement Durables ;
ONG	: Organisation non gouvernementale ;
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée.
GNWP	: Global Network for Women Peacebuilders
PAL	: PAL
PAN	: Plan d'Action National
CSNU	: Conseil de Sécurité des Nations Unies
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
PNC	: Police Nationale Congolaise

TABLE DES MATIERES



Table des matières.....	3
Avant-propos.....	4-5
INTRODUCTION :	
- Contexte et justification.....	6-7
- Analyse et résultats du contexte local.....	7-11
OBJECTIFS :	
- Objectif global.....	11
- Objectifs spécifiques	11-12
METHODOLOGIE	12-13
AXE :	
- Axe Participation.....	13-14
- Axe Prévention.....	14-15
- Axe Protection.....	15-16
- Axe Relèvement.....	16
- Axe Coopération Régionale et Internationale.....	17
- Axe Recherche et Étude.....	17-18
- Axe Suivi et Évaluation.....	18-19
STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE	19-20
INTEGRATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLES DANS LE PAL.....	20-21
FINANCEMENT DU PAL.....	21-22
TABLEAU DES ACTIVITES ET BUDGET PREVISIONNEL.....	22-35
CONCLUSION.....	35

AVANT PROPOS

La constitution de la République Démocratique du Congo de 2006, telle que modifiée et complétée par la loi n° 11/002 du 20 janvier 2011, au regard du titre II, relatif aux droits humains, aux libertés fondamentales, aux devoirs des citoyens et de l'Etat et spécialement à son article 14 alinéa 1 et 4



disposent : les pouvoirs publics qui veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la promotion de ses droits.

La femme a le droit à une représentation équitable aux seins des institutions nationales, provinciales et locales. Ce travail, est circonscrit dans les hauts plateaux des territoires de Fizi, Mwenga et Uvira, expressément dans les secteurs de Lulenge, Itombwe et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Dans le même chapitre, la question de défense des droits de la femme des secteurs et Groupement ci-haut cités est fondamentalement la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des nations unies, qui met en exergue les rôles de la femme dans la prévention, le règlement des conflits et la consolidation de la paix.

A ce titre, le processus de réaliser ledit Plan se veut évaluer la position de la femme des hauts plateaux au sein des institutions publiques que privées, afin de bien jouer son rôle inscrit dans la Résolution 1325.

Un certain nombre d'instruments juridiques de La République Démocratique du Congo corroborent avec ladite Résolution, telle que la loi sur la violence sexuelle, la loi sur la parité, Femme Paix et Sécurité, la Résolution 1820, 2250, 1889 etc.

Pour marcher dans la voie du Conseil des Nations Unies en matière de droits de la femme, la République Démocratique du Congo s'approprie la Résolution 1325 en le traduisant en dossier technique pour sa matérialisation sur le territoire congolais.

Pour ce faire, des plans d'action du gouvernement de la République Démocratique du Congo pour l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sont élaborés : le premier plan en 2013, celui-ci, développe dix composantes dont : paix, sécurité, VIH/SIDA, violences sexuelles basées sur le genre, promotion et protection de droits de la femme, participation politique, consolidation de l'état de droit, coopération régionale et internationale, recherches et études, suivi et évaluation. Toutes ces composantes ont mis l'accent sur les obstacles qui limitent l'émancipation de la femme, mais aussi les recommandations résorbées la place de la femme de la RD Congo pour avoir accès aux postes de prise de décision dans les institutions nationales, provinciales et locales.

Le second plan élaboré par la RD Congo en 2018, se focalise sur quatre axes à savoir : la participation, la prévention, la protection et le relèvement de la femme et chacun d'eux fixe ses objectifs. Au total les 4 axes préconisent 11 objectifs à atteindre afin de répondre aux préoccupations de la femme.

Pour exécuter les différents programmes et projets inscrits dans les deux plans du gouvernement congolais, la Synergie des Associations Féminines au Congo (SAFECO) s'inspire des composantes et axes exploités par le pays en vue de les couler dans un document du « ***PAL de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans les secteurs d'Itombwe, de Lulenge et du Groupement Bijombo (chefferie de Bavira)***»

Il comprend sept axes, les objectifs par axe, les résultats, les activités, les indicateurs, bien entendu un budget prévisionnel.

Ce PAL est un outil de plaidoyer de l'organisation SAFECO auprès des partenaires et des bailleurs des fonds œuvrant dans le domaine de la défense des droits de la femme.

Il contribue à la matérialisation des actions du gouvernement de la RD Congo en Province du Sud-Kivu, Territoires de Fizi, Mwenga et Uvira dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).



Ce plan intègre des Objectifs de Développement Durable (**ODD 5**), « **parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles** ». Cet ODD 5 défend fondamentalement l'inégalité entre homme et femme dans les institutions politico-administratives et associatives du monde entier, de la République Démocratique du Congo en général, dans le cas spécifique de la femme des secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo en particulier.

Et (**ODD 11**) « **renforcer les moyens de mise du partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser** » pour financer toute activité qui concoure à la réalisation des indicateurs et cibles de l'agenda 2030.

Ce PAL élaboré par SAFECO sur recommandation du groupe dit « boutique de rédaction » entendu (le gouvernement provincial du Sud-Kivu, l'administration locale, les leaders locaux et religieux, la société civile, les experts de l'agenda FPS, le Staff SAFECO, etc.) dans l'optique de concourir à la matérialisation de l'agenda Femme Paix et Sécurité (FPS).

La facilitation technique a été tenue par le consultant indépendant Monsieur Michel MANGO MULEGWA, ce plan a connu la participation des partenaires locaux et internationaux.

Il est question de transformer en opportunité, les obstacles relevés par le gouvernement de la RD Congo, les recommandations et les projets formulés dans les deux plans précités. Tous ces facteurs ont été mis en cohérence pour constituer le plan d'actions local pour l'application de la Résolution 1325 dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et dans du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira), province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo.

Pour exécuter le plan d'action local, il est possible, si et seulement si, les partenaires chacun met la main sur la patte, c'est-à-dire donne un financement à la hauteur de ses moyens pour réaliser les objectifs de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies à travers les actions inscrites dans ledit PAL au niveau local en Territoires de Fizi, Mwenga et Uvira.

Les résultats de l'enquête menée sur terrain prouvent à suffisance que les femmes des hauts plateaux d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ne jouissent pas de leurs droits surtout aux postes de prise de décision dans les différentes institutions publiques contactées, privées et coutumières. Les résultats seront développés dans l'introduction de ce travail.

Les activités ont été facilitées et parrainées matériellement par le réseau mondial des femmes bâtisseurs de la paix GNWP.

00. INTRODUCTION

01. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Démocratique du Congo a adhéré à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies en vue de faire valoir l'intérêt et la volonté d'une meilleure participation socio-économique, culturelle, environnementale et politique de la femme pour le développement de la société congolaise plus juste et équitable.

Cette participation est légitime, car elle tire son origine dans la constitution du 18 février 2006 de la République Démocratique du Congo, qui consacre la représentation de la femme au sein des



institutions nationales, provinciales et locales. La protection et la promotion de la parité Homme-Femme et la lutte contre toutes formes des discriminations faites à la femme.

Cette adhésion à la Résolution 1325 s'est matérialisée par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Actions de première et de deuxième génération du gouvernement pour son exécution en République Démocratique du Congo.

Les deux plans sont complémentaires.

Le premier comprend dix composantes, à savoir :

- i. Paix,
- ii. Sécurité
- iii. Violences sexuelles
- iv. Promotion et protection de la Femme
- v. Participation politique
- vi. Consolidation de l'état de droit
- vii. Coopération internationale
- viii. Études et recherche
- ix. VIH/SIDA
- x. Suivi et évaluation élaborée

Le second Plan est composé de quatre axes, qui sont

- i. La participation
- ii. La prévention
- iii. La protection
- iv. Le relèvement.

L'élaboration de ce plan local s'inspire du contenu de deux documents du plan d'action du gouvernement national. Principalement les obstacles relevés à l'émancipation de la femme ainsi que les recommandations formulées par le gouvernement. Les obstacles, les recommandations ainsi que certains projets prévus par le gouvernement ont été capitalisés en opportunités, en les déclinant en dossier technique pour produire le PAL.

A cet effet, la Synergie des Associations Féminines du Congo en sigle « SAFECO » est une Association Sans But Lucratif (ASBL) œuvrant en Province du Sud-Kivu depuis 2012.

Sur le plan juridique, SAFECO dispose des documents exigés par l'administration du pays, les statuts amendés légalisés par la Division provinciale de la justice/Sud-Kivu, le 07 avril 2018, enregistrée au Ministère provincial du Plan/Sud-Kivu sous le certificat d'enregistrement valide n° Réf : 075/2022/GP/SK/ CAB/MIN PLAN/2022 du 15 septembre 2022 et l'accusé de réception du secrétariat général à la justice, n° F.92/22 622 /JUST/SG/20/1317/2014 du 22 mai 2014.

Les objectifs de SAFECO consistent à faire de lobbying en faveur des Femmes dans les zones d'intervention des organisations membres et participer à la sensibilisation de la société sur les droits et le besoin réel de la femme et de l'enfant.

Les activités de SAFECO adoptent les principes « Genre », les formations techniques et civiques sont orientées spécifiquement vers les Femmes en particulier sans oublier les Hommes, dont les réalisations à part entière sont :

- Éducation Formelle
- Éducation non Formelle (Entrepreneuriat, Coupe et couture et Formation en informatique)
- Défense des droits de la Femme



- Protection de l'Environnement et Reboisement
- Sécurité Alimentaire
- Santé de Reproduction (Lutte contre le VIH)
- Lutte contre les maladies Pandémiques

Étant donné que la Résolution 1325 soutient toutes les initiatives allant dans le sens de défense des droits et de l'épanouissement de la Femme, c'est la raison pour laquelle SAFECO s'approprie ledit document afin d'accompagner les efforts du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, à la matérialisation des activités prévues dans les différents Plans d'actions du gouvernement en Territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo.

02. ANALYSE ET RESULTATS DU CONTEXTE LOCAL

D'entrée de jeu, pour réaliser le PAL, il était question de procéder par une analyse sommaire du contexte sur terrain en Territoires de Fizi, Mwenga et Uvira, principalement dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) afin de s'enquérir de la place qu'occupe la Femme dans les différentes institutions de ces entités de base précitées, en vue d'orienter les priorités du PAL quant à ce.

Les zones ont été enquêtées au cours de la période de juillet à décembre 2022, cependant l'inaccessibilité à certains endroits de quelques groupements a été observée.

A l'impossible nul n'est tenu, c'est pourquoi, les résultats ci-dessous des différents groupements accessibles donnent l'image de la réalité de l'objet de notre étude.

Un questionnaire simple est conçu et administré à la population, aux cadres et agents des institutions dans 8 groupements, dont 3 à Lulenge, 4 à Itombwe et 1 le Groupement Bijombo en chefferie de Bavira sous forme d'échantillon.

Les données y relatives à la position de la Femme dans divers domaines touchés par l'enquête sont repris ci-dessous :



1. Éducation

Secteur d'Itombwe,

Cette entité comprend 83 écoles primaires et 31 instituts secondaires. Notre analyse a porté sur les écoles et instituts des 4 groupements, dont :

- (i) Basimukindji I : 8 Instituts secondaires
- (ii) Basimukindji II : 3 Instituts secondaires
- (iii) Basimunyaka : 5 Instituts secondaires
- (iv) Basimwenda : 3 Instituts secondaires

Soit 19 instituts secondaires enquêtés sur les 31 instituts du secteur d'Itombwe, ça représente un échantillon de **61,2%** ; tandis que, pour les écoles primaires, 4 groupements suivants ont été enquêtés :

- (i) Basimukindji I : 28 écoles primaires
- (ii) Basimukindji II : 4 écoles primaires
- (iii) Basimunyaka : 10 écoles primaires
- (iv) Basimwenda : 8 écoles primaires

Soit 50 écoles primaires enquêtées sur les 83 que compter le secteur, les 50 écoles primaires représentent un échantillon de **60,2 %**.

Secteur de Lulenge,

Cette entité compte 178 écoles primaires et 85 écoles secondaires, un total de 263 écoles. Un échantillon d'écoles primaires et instituts secondaires est prélevé : 107 écoles soit **60,1 %** contre 53 Instituts secondaires enquêtés représentant **62,3%**.

Le groupement de Bijombo en chefferie de Bavira,

Ce groupement comprend 45 écoles primaires et 14 écoles secondaires, ce qui fait un total de 59 écoles. Un échantillon d'écoles primaires et instituts secondaires est prélevé dans toutes les localités de ce Groupement. 39 écoles primaires enquêtées, représentent un échantillon de **86,6 %** contre 14 Instituts secondaires enquêtés, soit un échantillon de **100%**. Sur 59 écoles, une école Primaire est dirigée par une femme soit **1,6%**.

Constat : En général, la femme ne participe pas à la prise de décision dans les institutions Etatiques et non étatiques dans les Entités Territoriales Décentralisées de Lulenge, d'Itombwe et groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira).

A titre illustratif, 0% de femme Présidente du comité des parents (COPA), **0,5%** de femme directrice de l'école primaire (une école du Groupement Bijombo) sur 196 écoles enquêtées; **0%** de femme préfet de l'institut secondaire sur les 86 enquêtées et encore moins, **0%** de femme rectrice ou directrice générale de l'université, ni membre du comité de gestion, ni chargée de cours dans des Instituts Supérieur et universitaires. Ce qui signifie que **0%** de femme occupant le poste de prise de décision dans les différentes institutions académiques des entités territoriales décentralisées de Lulenge, d'Itombwe et groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira).

2. Confessions religieuses,



Sur 232 Églises du secteur d'Itombwe, 102 églises du secteur de Lulenge et 132 du groupement de Bijombo, nous avons mené des enquêtes sur 154 églises dans le secteur d'Itombwe soit **66,3%** et 64 églises du secteur de Lulenge soit **62,7%** et le groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira), l'étude a considéré un échantillon de 87 Eglises, soit **65,9%**.

Dans les deux secteurs et le groupement Bijombo (Chefferie de Bavira), enquêtés aucune femme responsable d'une église, soit, **0%** de femme siégeant au conseil des anciens de l'Église, soit **0%** des femmes qui participe à la prise de décision d'une Église, car la femme a été marginalisée par la coutume rétrograde et les croyances religieuses.

3. Santé,

Le Secteur de Lulenge

Le Groupement Basimunyaka Sud comprend 2 Zones de santé dont la zone de santé de Minembwe et la zone de santé de Kilembwe. Notre enquête a été menée dans la zone de santé de Minembwe composée de 21 aires de santé, dont 15 aires de santé appartiennent au secteur de Lulenge.

Ces 15 aires de santé enquêtées représentent **71%** des aires dans la Zone de santé de Minembwe.

Une seule Aire de santé à une représentation féminine (administratrice générale) à l'hôpital général de référence, soit (**6,6%**) des femmes qui occupent un poste de prise de décision.

Aussi, (**0%**) de femme titulaires infirmière du centre de santé ; **0%** de femme PRECODESA.

Le Secteur d'Itombwe

Comprend une seule zone de santé qui compte 19 aires de santé dont 13 aires de santé appartiennent au secteur d'Itombwe. L'enquête est portée sur 13 aires de santé du secteur d'Itombwe.

De ces aires de santé, (**0%**) de femme médecin Chef de Zone, responsable du centre hospitalier de référence, (**0%**) de femme titulaire infirmière du centre de santé, (**0%**) de femme titulaire infirmière d'une aire de santé sur le 19 postes ; 0% des femmes PRECODESA.

Dans le groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira).

Comprend une seule zone de santé qui compte 22 aires de santé, L'enquête est portée sur 22 aires de santé du Groupement de Bijombo (de la Chefferie de Bavira).

0% de femme chef de zone de santé, **0%** de femme médecin directeur de l'hôpital général de référence, **0%** de femme infirmière titulaire de centre de santé et **0%** de femme infirmière titulaire d'une aire de santé sur les 22 postes.

4. Organisations Non Gouvernementales et Associations locales,

Dans les secteurs de Lulenge, Itombwe et le groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira), nous avons répertorié 6 ONG Internationales, 12 ONG Nationales et 22 associations et Initiatives Locales de Développement (ILD) réparties comme suit : 15 du secteur d'Itombwe et 20 du secteur de Lulenge et 5 du groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira).

Dans l'ensemble de ces entités, une seule ONG Nationale, SAFECO, est dirigée par une femme soit **8,3%**. C'est-à-dire, sur les 40 institutions, **2,5%** de femme Coordinatrice d'une ONG et **22,7%** de femme responsable d'Associations et Initiatives Locales de développement (ILD).



5. Plan économique,

La femme du secteur de Lulenge, d'Itombwe et groupement Bijombo (de la Chefferie de Bavira), est qualifiée dans les domaines suivants :

Agriculture : **97%** de femmes

Petit commerce : **20%** de femmes

Exploitation Minière artisanale : **0%** de femme

Moyenne entreprise : **0%** de femmes

Cheptel : **13%** de femmes

6. Plan sécuritaire

(**0%**) de femme dans les FARDC, de même, **0%** de femme dans la police des secteurs de Lulenge, d'Itombwe et groupement de Bijombo (de la Chefferie de Bavira).

7. Administration locale,

Les Secteurs de Lulenge, d'Itombwe et le groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira) comptent : **0%** de femme chef de secteur, **0%** de femme Chef de bureau, **0%** de femme chef de groupement et **0%** de femme chef du village.

Ces pourcentages observés ci-dessus démontrent l'absence totale de la représentativité de la femme au poste de prise de décision dans les secteurs de Lulenge, d'Itombwe et groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira). Cette situation est due aux causes lointaines et proches par lesquelles la femme des secteurs de Lulenge, d'Itombwe et groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira) n'accèdent pas facilement aux postes de prise de décision.

8. Aspects Sociaux

a) Interdits infligés à la femme,

Ce point est consécutif à l'article 14 de la constitution de la RD Congo, qui veille à toute forme de discrimination faite à la femme. Face à cette politique nationale, il existe dans les secteurs de Lulenge, d'Itombwe et groupement de Bijombo (Chefferie de Bavira) des pratiques coutumières limitant les capacités de la femme de ce milieu.

L'étude a relevé les informations ci-après :

- La femme ne peut être propriétaire d'un cheptel,
- Elle ne peut assumer la gestion des biens de la famille,
- La femme est exclue à l'héritage,
- La femme est interdite à la consommation de certaines boissons et aliments,
- La femme n'a aucun droit à la prise de décision dans tous les domaines,
- Elle ne peut diriger aucune entité coutumière,
- Les veuves sont exclues aux biens de sa famille,
- La femme n'est pas autorisée à tenir la parole dans une assemblée en présence des hommes, etc.



Ces interdits sus évoqués ne sont pas exhaustifs, néanmoins constituent un obstacle à l'émancipation de la femme de Lulenge, d'Itombwe et Bijombo (Chefferie de Bavira) dans un monde en pleine évolution de la théorie du genre.

b. Audiences auprès des autorités,

L'étude a démontré qu'il n'y a pas de discrimination auprès des autorités tant civiles que militaires.

Au regard de la connaissance de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de l'adhésion de la République Démocratique du Congo, la majorité des personnes contactées sur terrain n'avaient aucune connaissance de ladite Résolution avant l'implémentation du projet de la localisation de cette dernière dans ces trois entités respectives : les secteurs de Lulenge, d'Itombwe et le Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

A ce titre, il est indispensable de vulgariser le document de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans les secteurs d'Itombwe et Lulenge en Territoires de Fizi, Mwenga et du Groupement Bijombo dans la chefferie de Bavira en Territoire d'Uvira dans la province du Sud-Kivu.

Eu égard aux résultats de l'étude réalisée sur terrain à Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira), nous pouvons conclure que les droits de la Femme ne sont pas respectés pour des raisons évidentes énoncées ci-haut. C'est ce qui justifie amplement la nécessité d'élaborer le PAL qui prône la promotion, l'inclusion ou l'intégration, la participation et la protection de la Femme.

Mettre en place les stratégies, les voies et moyens susceptibles d'amener les institutions d'Itombwe et de Lulenge d'intégrer la Résolution 1325 dans la politique de la gouvernance locale administrative, socio-économique, environnementale et sécuritaire.

Cela peut se réaliser par la mise en place d'un outil d'actions locales en référence aux plans d'Actions du Gouvernement de la République Démocratique du Congo de mars 2013 et de septembre 2018.

03. LES PARTENAIRES :

Les partenaires de SAFECO ne sont pas repris en intégralité, mais, celui qui a appuyé les activités relatives à l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) est mis en évidence à savoir : **(GNWP)**

04. OBJECTIFS

La synergie des Associations Féminines du Congo se fixe comme objectifs suivants :

4.1 OBJECTIF GLOBAL

Contribuer à la mise en œuvre des actions du gouvernement de la République démocratique du Congo sur l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

4.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

4.2.1 D'ici 2026, 5% d'actions planifiées par le gouvernement de la République Démocratique du Congo pour l'application de la Résolution 1325 du Conseil des Nations Unies, réalisées



dans les Territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga, secteurs d'Itombwe, Lulenge et Bijombo (Chefferie de Bavira) ;

4.2.2 D'ici 2026, 30% de femmes occupent les postes de prises de décision dans les institutions étatiques et non étatiques œuvrant dans les hauts plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga, secteurs d'Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira)

05 METHODOLOGIE

Les missions de SAFECO sont :

- Apporter un appui au développement communautaire,
- Protéger et défendre les droits des vulnérables,
- Promouvoir les droits de la femme,
- Construire une paix durable pour porter plus haut la voix de la base à travers le monde.

Pour ce faire, SAFECO s'inspire du contenu de la Résolution 1325 du Conseil des Nations Unies et autres documents ayant traité la même thématique. Les objectifs de SAFECO corroborent à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et aux matières décrites dans les Plans d'actions du Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 en RDC.

Pour s'approprier de la politique internationale et du PAN 1325 de la RD Congo, SAFECO se fait le devoir d'élaborer un PAL intégrant les orientations des différentes Résolutions relatives à l'agenda FPS, des actions du PAN 1325, les Objectifs de Développement Durable (ODD) ainsi que des différents documents de SAFECO.

Ainsi, le processus d'élaboration du plan d'actions de la mise en œuvre de la Résolution 1325 au niveau local a suivi les étapes suivantes :

- (i) Renforcement des capacités du staff SAFECO sur la R1325 par l'appui technique et financier du partenaire GNWP.
- (ii) L'organisation des séances d'échange d'expérience à Kampala, entre le Burundi et la RDC avec la facilitation de l'Experte en Résolution 1325 Madame Annie Matundu-Mambi et le staff du partenaire GNWP.
- (iii) L'Atelier sur la localisation de la Résolution 1325 au niveau provincial avec toutes les parties prenantes est tenu au cours duquel est né la notion d'élaboration du PAL de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- (iv) Dorénavant, Création du comité de pilotage de planification du PAL entendu « boutique de rédaction »
- (v) Une séance d'échange a eu lieu entre les parties prenantes après l'atelier de localisation R1325 au bureau administratif de SAFECO ; il est résolu qu'il y a nécessité de produire un plan local de la mise en œuvre de la Résolution 1325 dans les hauts plateaux des Territoires de Fizi, Mwenga et Uvira dont les cibles sont les secteurs d'Itombwe, de Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) .
- (vi) Un questionnaire a été administré aux différentes institutions publiques et privées œuvrant dans ces secteurs précités pour évaluer le niveau d'exécution des actions du gouvernement de la République Démocratique du Congo dans cette partie du pays, c'est-à-dire, connaître les positions de postes de décision qu'occupe la femme de cette contrée, les différentes violations des droits de la femme, les interdits coutumiers, le niveau de compétence de la femme dans ce coin de la Province.
- (vii) Les données collectées sur terrain sont analysées et traitées par les Staff de SAFECO en collaboration avec le consultant ;



- (viii) Des échanges ont été permanents entre le staff SAFECO et des agents de terrain pour obtenir des informations complémentaires relatifs à certains chapitres.
- (ix) Des réunions entre le « boutique de rédaction » et le staff SAFECO sur l'état d'avancement s'organisant régulièrement ainsi que des contacts individuels de chaque Staff pour enrichir un sous-point du texte du Plan fut fait.
- (x) Le consultant intègre les données issues des échanges sus évoqués pour produire le draft 1 du plan au finish,
- (xi) Ce draft 1 est soumis au « boutique de rédaction » pour la validation,
- (xii) Les observations formulées du draft 1 sont intégrées dans le texte du PAL pour produire le draft 2 ;
- (xiii) Le draft 2 du PAL est transmis aux partenaires de SAFECO et autres personnes ressources pour critique et enrichissement en perspective de la validation technique.
- (xiv) Le consultant intègre les recommandations du draft 2 en prévision de la validation officielle dans un atelier avec le concours des autres partenaires œuvrant dans les domaines de la paix, Sécurité, genre et défense des droits de la femme pour produire le document final du PAL des secteurs d'Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ;
- (xv) Le consultant intègre les observations du document final pour l'impression du PAL de la mise en œuvre des actions du gouvernement de la République Démocratique du Congo sur l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- (xvi) Le document imprimé est remis officiellement par le consultant au Staff de SAFECO.

Les résultats de l'étude sur terrain, la consultation des documents nationaux, internationaux et des contacts réguliers avec le staff de l'organisation SAFECO ont servi de soubassement de la rédaction de ce PAL pour la mise en œuvre de la R1325 en Territoires de Fizi, Mwenga et Uvira, dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) .

Ainsi ce document comprend sept axes à savoir:

AXE I. PARTICIPATION

Le plan d'action de deuxième génération du gouvernement de RD Congo sur l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de Nations Unies, donne un sens à la participation à ce qu'elle vise à accroître le nombre de femmes, des adolescentes et des jeunes femmes dans les instances de prise de décision, dans des négociations, des missions de paix ainsi que tout autre mécanisme ayant une incidence sur la paix et la Sécurité.

Objectif 1.

D'ici 2026, accroître à 15 % le taux de participation des femmes et jeunes femmes au sein des institutions et mécanismes locaux œuvrant en Territoires Fizi, Mwenga et Uvira secteurs d'Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;

Résultats 1.

- 1.1** Cartographie des toutes les compétences féminines à Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo constituée ;
- 1.2** Séances tenues de répartition des compétences féminines par postes de prise de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.3** Capacités des femmes sont renforcées sur l'agenda Femme, Paix et Sécurité ;



- 1.4 Étude sur les postes de décision potentiels à court, moyen et long terme réalisée dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.5 Séances organisées de lobbying pour négocier un poste potentiel de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;
- 1.6 Contexte analysé de chaque poste de décision à pourvoir dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;
- 1.7 Compétences féminines alignées par poste à pourvoir à court, moyen et long terme dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;
- 1.8 Séances tenues de production des outils, instruments, messages d'appui aux plaidoyers ;
- 1.9 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix et de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Activités 1. :

- 1.1 Constituer une cartographie des données des compétences féminines à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.2 Tenir des séances de répartition des compétences féminines par postes de prise de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.3 Renforcer les capacités des femmes sur l'agenda femme paix et Sécurité ;
- 1.4 Réaliser une étude sur les postes de décision potentiels à court, moyen et long terme dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.5 Organiser des séances de lobbying pour négocier un poste potentiel de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.6 Analyser le contexte de chaque poste de décision à pourvoir dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.7 Aligner des compétences féminines adéquates par poste à pourvoir à court, moyen et long terme dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;
- 1.8 Tenir des Séances de production des outils, instruments, messages d'appui pour les plaidoyers
- 1.9 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo ;

AXE II. PREVENTION

S'agissant de l'axe de prévention, le Plan l'Action du gouvernement de la RD Congo vise à prévenir toutes les formes des violations des droits des femmes et des filles pendant et après les conflits.

Objectif 2. D'ici 2026, accroître à 30% le taux des mécanismes communautaires d'alerte Précoce et de Résolution pacifique des conflits en Territoires d'Uvira, de Mwenga et de Fizi à Itombwe, Lulenge et Bijombo.

Résultats 2.

- 2.1 Capacitation des acteurs en élaboration du plan de communication renforcée ;
- 2.2 Plan de communication de prévention d'alerte précoce des conflits élaboré et validé ;



- 2.3 Les points focaux par villages sont identifiés pour transmettre l'information de prévention des conflits ;
- 2.4 Les mécanismes de communication d'alerte mis en place ;
- 2.5 Les outils et les canaux de communication efficaces d'alerte disponibles ;
- 2.6 Séance de prise des dispositions de prévention de crise tenue par les responsables à tous les niveaux ;
- 2.7 Missions de vérification conjointe effectuées sur terrain en cas de nécessité par les parties prenantes ;
- 2.8 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix, de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira)

Activités 2.

- 2.1 Renforcer la capacitation des acteurs en élaboration du plan de communication ;
- 2.2 Élaborer et valider un plan de communication de prévention d'alerte précoce des conflits ;
- 2.3 Identifier les points focaux par villages pour transmettre l'information de prévention des conflits ;
- 2.4 Mettre en place les mécanismes de communication d'alerte rapide ;
- 2.5 Rendre disponibles au moment opportun les outils et les canaux de communication efficaces d'alerte rapide ;
- 2.6 Tenir des Séances de prévention de crise par les responsables à tous les niveaux ;
- 2.7 Effectuer sur terrain des missions de vérification conjointe en cas de nécessité par les parties prenantes ;
- 2.8 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix, de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

AXE III. PROTECTION

Cet axe vise à assurer aux femmes, aux enfants et aux personnes vulnérables la protection de leurs droits pendant et après les conflits.

Objectif 3.

D'ici 2026, 30 campagnes de sensibilisation et de conscientisation sont organisées sur les contenus de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des nations unies dans les secteurs d'Itombwe, de Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Résultats 3.

- 3.1 Termes de référence de vulgarisation de contenu de la Résolution 1325 élaboré ;
- 3.2 Consultant Recruté ;
- 3.3 Atelier de vulgarisation du contenu de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies tenu ;
- 3.4 Rapports de l'atelier de vulgarisation produits ;
- 3.5 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ;

Activités 3.

- 3.1 Élaborer les Termes de référence de vulgarisation de contenu de la Résolution 1325 ;
- 3.2 Recruter le consultant ;
- 3.3 Tenir l'atelier de vulgarisation du contenu de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;



3.4 Produire le rapport de l'atelier de vulgarisation ;

3.5 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) .

AXE IV. RELEVEMENT

Cet axe envisage l'accompagnement des femmes et des filles à sortir du cycle infernal de la pauvreté et de la marginalisation en vue d'assurer leur autonomisation effective en période, pendant, d'avant et post-conflit. Le relèvement est un des facteurs déterminant contribuant à court terme au rétablissement de la stabilité, à la réinsertion et au progrès socio-économique et à une paix durable de la femme.

Objectif 4.

D'ici 2026, accroître à 70% le taux de réinsertion économique des femmes, filles victimes des conflits par l'octroi des micro-crédits pour exploiter les activités génératrices des revenus ;

Résultats 4.

- 4.1 Critères d'éligibilité des femmes des secteurs d'Itombwe, Lulenge et le Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) bénéficiaires des micro-crédits sont élaborés et validés par les parties prenantes
- 4.2 Femmes bénéficiaires des micro-crédits identifiées par les parties prenantes ;
- 4.3 Modalités d'octroi des micro-crédits sont définies par les parties prenantes ;
- 4.4 Activités à entreprendre par des bénéficiaires sont identifiées et listées ;
- 4.5 Femmes bénéficiaires des micro-crédits sont formées en gestion comptable élémentaire ;
- 4.6 Outils de gestion sont remis aux bénéficiaires des micro-crédits (fiches, modules) ;
- 4.7 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de Paix, de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ;
- 4.8 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix et de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Activités 4.

- 4.1 Élaborer et valider des critères d'éligibilité des femmes bénéficiaires des micro-crédits par les parties prenantes dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ;
- 4.2 Identifier avec les parties prenantes, les femmes bénéficiaires des micro-crédits dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ;
- 4.3 Définir les modalités d'octroi des micro-crédits avec les bénéficiaires et les parties prenantes ;
- 4.4 Tenir une séance d'identification des activités de relèvement avec des bénéficiaires ;
- 4.5 Former les femmes bénéficiaires des micro-crédits en gestion comptable élémentaire ;
- 4.6 Mettre à la disposition des bénéficiaires les outils de gestion des micro-crédits ;
- 4.7 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ;
- 4.8 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

AXE V. COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE

Objectif 5 :



D'ici 2026, **Participation** de la Femme des secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) aux 4 conférences régionales et internationales organisées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Résultats 5 :

- 5.1 Séances de lobbying organisées pour négocier la participation de la femme d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) aux conférences régionales et internationales ;
- 5.2 Réunions d'information tenues sur les conférences potentielles régionales et Internationales à organiser ;
- 5.3 Séances d'alignement des compétences Féminines tenues aux conférences régionales et Internationales en cours ;
- 5.4 Acquis des conférences régionales et internationales sont restitués aux femmes d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo ;
- 5.5 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix, de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Activités 5 :

- 5.1 Organiser des séances de lobbying pour négocier la participation de la femme d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo aux conférences régionales et internationales ;
- 5.2 Tenir des réunions d'information sur des conférences potentielles régionales et Internationales ;
- 5.3 Tenir une séance d'alignement des compétences Féminines à la conférence en cours ;
- 5.4 Restituer les acquis des conférences régionales et internationales à la femme de Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo ;
- 5.5 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

AXE. VI. RECHERCHES ET ETUDES**Objectif 6 :**

D'ici 2026, 30% de Femmes ont eu accès aux postes de décision dans les institutions Etatiques et non Etatiques œuvrant dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et Bijombo (Chefferie de Bavira).

Résultats 6 :

- 6.1 État de lieux effectués des différents postes de décision auprès des institutions étatiques et non-étatiques des différents secteurs œuvrant à Itombwe, Lulenge et dans le Groupement Bijombo ;
- 6.2 Plaidoyer en faveur de la candidate déléguée pour accéder au poste vacant réalisé ;
- 6.3 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Activités 6 :



6.1 Effectuer un état de lieu des différents postes de décision auprès des institutions étatiques et non-étatiques des différents secteurs œuvrant à Itombwe, Lulenge et dans le Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) ;

6.2 Faire un plaidoyer en faveur de la candidate déléguée au poste vacant ;

6.3 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix, de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

AXE. VII. SUIVI ET EVALUATION

Les mécanismes de suivi et évaluation du PAL des actions du gouvernement de la République Démocratique du Congo sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, se situent à plusieurs niveaux, à savoir :

- Le niveau des axes planifiés,
- Le niveau des objectifs,
- Le niveau des résultats et des activités.

Cependant pour y arriver, il convient de tenir des réunions de plaidoyer, de suivi de l'évolution et de l'exécution des activités du PAL. Évaluer les stratégies de mobilisation des ressources mises en place, élaborer un plan de lobbying pour mobiliser les ressources locales, provinciales, nationales et internationales.

Envoyer l'exemplaire du PAL aux bailleurs de fonds potentiels dans le cadre de solliciter leur appui pour la mise en œuvre dudit plan.

Élaborer un calendrier de séances trimestrielles, semestrielles et annuelles relatif au suivi et à l'évaluation mi-parcours de l'état d'avancement des activités du PAL. A cet effet, il est question de dégager les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités à saisir pour atteindre les objectifs escomptés.

Cet exercice permet de prendre position et définir les nouvelles configurations de comportement pour réaliser les objectifs du PAL.

Objectif 7 :

D'ici 2026, 72 réunions tenues , 30 missions de suivi sur terrain réalisées , 15 missions d'évaluation mi-parcours effectuées, 4 missions d'évaluations annuelles tenues sur l'évolution de réalisation du plan local sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil du Sécurité des Nations Unies dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) .

Résultats 7 :

7.1 Réunions sur l'état d'avancement des **Objectifs** des différents axes du Plan d'Action Locaux tenus trimestriellement ;

7.2 Réunions sur l'état d'avancement des **Résultats** des différents axes du Plan d'Action Locaux tenus trimestriellement ;

7.3 Réunions sur l'état d'avancement des **Activités** des différents axes du Plan d'Action Locaux tenus trimestriellement ;

7.4 Taux d'exécution semestriel du PAL est évalué ;

7.5 Taux d'exécution annuel du PAL est évalué ;

7.6 Missions de suivi des activités sur terrain effectuées ;

7.7 Missions d'évaluation des activités sur terrain effectuées ;

7.8 Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix, de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira)

**Activités 7 :**

- 7.1 Tenir trimestriellement des Réunions sur l'état d'avancement des **objectifs** des différents axes du Plan d'Action Local ;
- 7.2 Tenir trimestriellement des Réunions sur l'état d'avancement des **résultats** des différents axes du PAL tenues trimestriellement ;
- 7.3 Tenir trimestriellement des Réunions sur l'état d'avancement des **activités** des différents axes du Plan d'Action Local ;
- 7.4 Évaluer le taux d'exécution semestriel du PAL ;
- 7.5 Évaluer le taux d'exécution annuel du PAL ;
- 7.6 Effectuer de missions de suivi des activités sur terrain ;
- 7.7 Effectuer de missions d'évaluation des activités sur terrain ;
- 7.8 Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix, de Sécurité Dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira)

08. STRATEGIES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION LOCAL

Les stratégies de la mise œuvre du plan d'action local des actions du gouvernement sur la Résolution 1325 des Nations Unies est un document mis en place par SAFECO, afin d'accompagner le Gouvernement de la République Démocratique du Congo dans la matérialisation de ce dernier dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et dans le Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira). Pour ce faire, il est convenable de disposer des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires.

De prime abord, il sera question de la vulgarisation du PAL auprès de nos partenaires traditionnels en leur envoyant le document dudit plan, tenir des réunions de plaidoyer, exécuter certaines activités avec des moyens de bord, Identifier les nouveaux bailleurs internes et externes intervenants dans le genre, le droit de l'homme et de la femme en particulier, inviter des personnes ressources extérieures pour parrainer notre plaidoyer.

Fixer les priorités par rapport aux ressources et effectuer les études de faisabilité des activités.

Un atelier de lancement officiel du PAL est tenu à Bukavu, à Itombwe, Lulenge et Bijombo. Dès lors que le lancement ait lieu, le suivi de financement est accéléré auprès des bailleurs de fonds potentiels,

Les visites sur terrains sont programmées pour s'assurer de l'état d'avancement des activités dans les sites, les recommandations sont formulées pour améliorer, corriger ou réorienter les stratégies. La poursuite de plaidoyer et de recherche des financements continuent sans relâche, afin d'obtenir un plus grand nombre de bailleurs de fonds de manière à exécuter le maximum d'activités planifiées.

L'organisation de réunions mensuelles, trimestrielles, de revues semestrielles des évaluations annuelles sur l'état d'avancement des objectifs, des résultats et des activités sont réalisées, afin de connaître le taux d'exécution du PAL à savoir, ce qui avance et ce qui bloque.

Ce questionnement est indispensable pour envisager des solutions idéales à tout point de vue. La question genre est de stricte observance dans l'exécution des activités du PAL, mais aussi les compétences y afférentes sont d'une grande considération.



Organiser de focus, des rencontres pour évaluer avec les communautés la mise en œuvre des actions du gouvernement de la République Démocratique du Congo sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies à travers le PAL.

Considérant les exigences de l'Agenda 2030, il est recommandé à tous les pays d'intégrer dans leurs plans, programmes et projets les objectifs de Développement Durable (ODD) en tant qu'outil international de développement...

C'est dans ce contexte que SAFECO s'approprie les ODD 5 et 17 pour apporter sa contribution à la matérialisation des ODD à l'échelle locale au niveau des secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) dans la cadre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, contribuer aux indicateurs et les cibles y afférents.

09. INTEGRATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLES (ODD) DANS LE PAL DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES DANS LES SECTEURS D'ITOMBWE, LULENGE ET BIJOMBO

9.1 Objectif ODD5 :

« Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. »

SAFECO se propose dans son plan d'action d'octroyer des micro-crédits aux femmes et filles nécessiteuses pour améliorer le niveau économique au-delà du seuil de la pauvreté et faire de plaidoyer pour accéder aux postes de prise de décision dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Cible ODD 5.1 « Mettre fin, partout dans le monde, à toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ».

Etant donné que les secteurs d'Itombwe, Lulenge et Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) est une partie du monde où sévit les discriminations à l'égard de la femme, SAFECO prévoit dans son PAL, la réduction à 40% d'interdits dégradants et discriminatoires à l'égard de la femme par la coutume à Itombwe, Lulenge et Bijombo.

Cible ODD 5.2 « Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité. »

Dans son PAL, SAFECO veille aux opportunités des postes à pourvoir de prise de décision dans les institutions administratives et privées, des organisations non gouvernementales œuvrant dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Indicateur ODD 5.2.1



Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales ;

De cet indicateur, SAFECO se veut réaliser une étude de proportion des sièges de prise de décision au sein des institutions locales publiques et privées au sein de la commune, les secteurs, les groupements et les villages, en vue de dégager la place de la femme aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira).

Indicateur 5.2.2

Proportion de femmes occupant des postes de direction ;

De cet indicateur, SAFECO se veut réaliser une étude au sein des institutions locales publiques et privée, telle la commune, les secteurs, les groupements et les villages, en vue de connaître la place de la femme aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique à Itombwe, Lulenge et Bijombo.

9.2 Objectif 2 : Dans son PAL , SAFECO se veut faire un plaidoyer pour négocier 30% des femmes aux postes sécuritaires pendant le recrutement au niveau de la commune, du secteur, du groupement et du village d'Itombwe, Lulenge et du Groupement Bijombo.

10. FINANCEMENT

Le financement des activités du PAL de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies proviendrait du gouvernement à travers son Programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion des communautés et Stabilisation (P-DDRCS), des Partenaires Techniques et Financiers locaux et étrangers, des dons et legs.

Le financement facilitera les activités de l'administration, du fonctionnement et les travaux de terrain ; les ateliers de formation sur le contenu de la Résolution 1325 et Résolutions connexes du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatifs à l'égalité de sexe, de lutte contre la discrimination de la femme sous toutes ses formes, l'état de droit des femmes, paix et Sécurité, la promotion et la protection de la Femme, etc.

Le PAL se fixe plus d'une dizaine de résultats, caractérisés par les aspects socio- économique, et donc nécessite des moyens pour ce faire.

A cet effet, la synergie des associations féminines du Congo (SAFECO) se doit mobiliser et affecter les ressources financières à des fins pour atteindre des objectifs escomptés du PAL.

Pour son exécution, ce plan a suffisamment besoin des appuis des partenaires en vertu du principe de « ne laisser personne pour compte » en application du 17^{ème} Objectif de Développement Durable (ODD) qui est de « **Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser** » afin d'atteindre les résultats de l'agenda 2030.

A ce titre, SAFECO, se veut contribuer aux résultats de l'agenda 2030 à travers son PAL qui nécessite des contributions des uns et des autres en application de l'ODD 17 point 18 ainsi libellé « **17.18 apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement,**



l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays ».

Pour ce faire, SAFECO, continue à solliciter à ses partenaires traditionnels et nouveaux un appui technique et financier pour atteindre les objectifs escomptés dudit plan, afin que la femme des hauts plateaux d'Uvira, de Mwenga et de Fizi puisse avoir la facilité d'accès aux postes de décisions à pourvoir au sein de la Politique locale, dans l'Administration, dans le Secteur privé ainsi que d'autres mécanismes mis en place en matière des droits de la femme au niveau des Territoires de Mwenga, Fizi et Uvira.

Ci-dessous, le tableau synthèse des activités et le budget du PAL des actions du gouvernement de la République Démocratique du Congo



08. TABLEAU DES OBJECTIFS, RESULTATS, ACTIVITES, INDICATEURS, SOURCES DE VERIFICATION, BUDGET, D'EXECUTION, RESPONSABLE

OBJECTIFS	RESULTATS	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	BUDGET EN \$
AXE I : PARTICIPATION					
D'ici 2026, accroître à 20 % le taux de participation des femmes et jeunes femmes au sein des institutions et mécanismes locaux eouvrant en Territoires d'Uvira, de Mwenga et de Fizi à Itombwe, Lulenge et Bijombo dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ; Cfr, cible ODD 5.2 « Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et	Cartographie des données des compétences féminines à Itombwe, Lulenge et Bijombo constituée	Réaliser une étude de Constitution d'une cartographie des données des compétences féminines à Itombwe, Lulenge et Bijombo	Nombre des compétences techniques féminines disponibles	Rapport de l'étude	10 000
	Étude sur les postes de décision potentiels à court, moyen et long terme réalisée dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;	Réaliser une étude sur les postes de décision potentiels à court, moyen et long terme dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;	Nombre d'études réalisés	Rapport de l'étude,	10 000
			Ordre de mission	Rapport de mission	
			Nombre de postes à pourvoir à court terme identifiés	Liste de postes,	
Nombre de postes à pourvoir à moyen terme identifiés	Liste de postes				
Capacités des femmes sur l'agenda femme paix et Sécurité Renforcées ;	Renforcer les capacités des femmes sur l'agenda femme paix et Sécurité ;	Nombre de femmes renforcées en capacités	Photo, Liste de présences	5 000	



<p>public, et y accèdent sur un pied d'égalité. » et</p> <p>Indicateur ODD 5.2.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction ;</p>			Nombre de modules distribués	Liste de distribution des modules	
			Nombre d'ateliers tenus	Rapport d'ateliers	
	<p>Séances tenues de répartition des compétences féminines par postes de prise de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;</p>	<p>Tenir des séances de répartition des compétences féminines par postes de prise de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité à Itombwe, Lulenge et Bijombo ;</p>	<p>Nombre de séances tenues Cfr, Indicateur ODD 5.2.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction ;</p>	<p>Rapport des séances, Liste de participants</p>	5 000
<p>Séances organisées de lobbying pour négocier un poste potentiel de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;</p>	<p>Organiser des séances de lobbying pour négocier un poste potentiel de décision dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;</p>	<p>Nombre de séances organisées, Cfr, Indicateur ODD 5.2.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction ;</p>	<p>Rapport des séances, Liste de participants</p>	10 000	



	Contexte analysé de chaque poste de décision à pourvoir dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité	Analyser le contexte de chaque poste de décision à pourvoir dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité	Nombre d'analyses réalisées	Rapport d'analyse faite, Liste de poste	10 000
	Compétences féminines alignées par poste à pourvoir à court, moyen et long terme dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;	Aligner les compétences féminines adéquates par poste à pourvoir à court, moyen et long terme dans le cadre de la prévention, de la gestion et de règlement des conflits ainsi que dans les services de Sécurité ;	Nombre des femmes compétentes alignées à court terme, Cfr, Indicateur ODD 5.2.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales ;	Liste des femmes	5 000
			Nombre des femmes compétentes alignées à court terme, Cfr, Indicateur ODD 5.2.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales ;	Liste des femmes	
			Nombre des femmes compétentes alignées à moyen terme, Cfr, Indicateur ODD 5.2.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements	Liste des femmes	



			nationaux et les administrations locales ;		
			Nombre des femmes compétentes alignées à long terme	Liste des femmes	
	Séances tenues de production des outils, instruments, messages d'appui aux plaidoyers	Tenir des séances de Production des outils, instruments, messages d'appui aux plaidoyers	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	10 000
			Nombre d'outils produits	Rapport des outils,	
			Nombre de messages produits	Texte du message	
			Nombre d'instruments produits	Rapport d'instruments	
:	Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité Dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	5 000
SOUS-TOTAL AXE I : PARTICIPATION					70 000
AXE II PREVENTION					
D'ici 2026, accroître à 20% le taux des mécanismes communautaires d'alerte Précoce et de Résolution pacifique des conflits en	Capacitation des acteurs en élaboration du plan de communication est Renforcée ;	Renforcer la capacitation des acteurs en élaboration du plan de communication	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	30 000



Territoires d'Uvira, de Mwenga et de Fizi à Itombwe, Lulenge et Bijombo					
	Plan de communication de prévention d'alerte précoce des conflits est élaboré et validé ;	Élaborer et valider le plan de communication de prévention d'alerte précoce des conflits ;	Nombre de sessions tenues	Rapport de sessions, Liste de participants	10 000
			Nombre d'exemplaires reproduits	Liste d'exemplaires	
	Points focaux de communication par villages identifiés pour transmettre l'information de prévention des conflits ;	Identifier les points focaux de communication par villages ;	Nombre de réunions tenues	Compte rendu, Liste de participants	5 000
			Nombre d'invitations établies et transmises	Exemplaire, Accusé de réception	
			Valeurs des unités consommées	Facture, Messages	
			Nombre de sessions de formations tenues	Rapport de formation, Liste de participants	
			Nombre d'outils de communication achetés	Liste,	
		Nombre de réunions tenues	Compte rendu Liste de participants	6 000	



	Les mécanismes de communication d'alerte mis en place ;	Mettre en place les mécanismes de communication d'alerte;	Nombre de mécanismes mis en place	Liste	
	Les outils et les canaux de communication efficaces d'alerte disponibles ;	Rendre disponibles les outils et les canaux de communication efficaces d'alerte précoce	Nombre d'outils efficaces disponibles	Liste	
			Nombre de canaux efficace sélectionnés	Liste	
	Séance de prise des dispositions de prévention de crise tenue par les responsables à tous les niveaux ;	Tenir des Séance de prise des dispositions de prévention par les responsables à tous les niveaux ;	Nombre de séances tenues	Rapport de séances Liste de participants	10 000
	Missions de vérification conjointe effectuées sur terrain par les parties prenantes	Effectuer des missions conjointes de vérification sur terrain par les parties prenantes	Nombre de missions effectuées	Ordre de mission Rapport de mission	70 000
	Matériel de communication disponible		Quantité et Qualité du matériel utilisées	Prototype	
	Information transmise à la hiérarchie		Unités dépensées	Facture, Message	
	Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	5 000
SOUS-TOTAL AXE II : PREVENTION					136 000



AXE III PROTECTION					
D'ici 2026, 70% de la population des hauts plateaux d'Uvira, de Mwenga et de Fizi ont connu la campagne de sensibilisation sur les contenus des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies 1325	Termes de référence de la vulgarisation de contenu des Résolutions 1325 élaboré	Elaborer les Termes de référence de la vulgarisation de contenu de la Résolution 1325	Nombre de sessions tenues	Rapport, Liste de participants	500
	Consultant Recruté	Recruter le Consultant	Nombre de sessions d'appréciation du dossier du consultant tenues	Rapport, Liste de participants	12 000
	Atelier de vulgarisation du contenu des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies 1325 tenu	Organiser l'atelier de vulgarisation du contenu des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies 1325 tenu	Nombre de sessions tenues, exemplaires de formation, Calicot	Photo de famille, Liste de participants, Facture salle.	40 000
	Rapport de l'atelier de vulgarisation Produit	Produire le Rapport de l'atelier	Nombre d'exemplaires produits	Rapport de l'atelier, liste de participants	
séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	5 000	
SOUS-TOTAL AXE III : PROTECTION					57 500
AXE IV RELEVEMENT					
D'ici 2026, accroître à 70% le taux de réinsertion économique des femmes, filles	critères d'éligibilité des femmes bénéficiaires des micro-crédits sont élaborés et validés avec les parties prenantes en	élaborer et valider avec les parties prenantes des critères d'éligibilité des femmes bénéficiaires des	Nombre de sessions tenues	Rapport, Liste de participants	2 000



victimes des conflits par l'octroi des micro-crédits pour réaliser les activités génératrices des revenus ;	Territoires d'Uvira, Mwenga et Fizi ;	micro-crédits en Territoires d'Uvira, Mwenga et Fizi ;			
	femmes bénéficiaires des micro-crédits en Territoires d' Uvira, Mwenga et Fizi identifiées avec les parties prenantes ;	Identifier avec les parties prenantes des femmes bénéficiaires des micro-crédits en Territoires d' Uvira, Mwenga et Fizi;	Nombre de bénéficiaires des micro-crédits identifiés	liste	2 000
	modalités d'octroi des micro-crédits sont définies avec les bénéficiaires	définir avec les bénéficiaires les modalités d'octroi des micro-crédits à des femmes et filles concernées	Nombre de sessions tenues	Rapport, Liste de participants	2 000
	les activités à entreprendre par des bénéficiaires sont identifiées et listées ;	Identifier et lister les activités à entreprendre par des bénéficiaires	Nombre de réunions tenues	Compte rendu, Liste de participants	2 000
	formateur recruté	Recruter le formateur	Nombre de sessions d'appréciation du dossier du consultant tenues	Rapport, Liste de participants	12 000
	les femmes bénéficiaires des micro-crédits sont formées en gestion comptable élémentaire;	former en gestion comptable élémentaire ; les femmes bénéficiaires des micro-crédits	Nombre de sessions tenues	Compte rendu, Liste de participants	10 000
			Nombre de femmes formées	Rapport, Liste de participants	



			Nombre d'exemplaires de modules distribués	liste	
	Micro-crédits octroyés aux femmes bénéficiaires identifiées	Octroyer des Micro-crédits aux femmes bénéficiaires identifiées	Nombre de femmes bénéficiaires	liste	90 000
	séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	5 000
SOUS-TOTAL AXE IV : RELEVEMENT					125 000
AXE V CONFERENCES REGIONALE ET INTERNATIONALE					
D'ici 2026, 70% de Femmes des secteurs d'Itombwe, Lulenge et Bijombo dans la participation aux conférences régionales et internationales	Séances de lobbying organisées pour négocier la participation de la femme aux conférences régionales et internationales ;	Organiser des séances de lobbying pour négocier la participation de la femme d'Itombwe, Lulenge et Bijombo aux conférences régionales et internationales ;	Nombre de séances tenues	Rapport, Liste de participants	7500
			Nombre d'invitations reçues	Copie de l'invitation	
			Exemplaire du module/thème exposé	Copie de l'exemplaire	
	Réunions d'information tenues sur des conférences potentielles	Tenir des Réunions d'information sur des conférences potentielles	Nombre de réunions tenues	Compte rendu, Liste de participants	5 000



	régionales et internationales	et régionales internationales en cours			
	Séances d'alignement des compétences Féminines tenues à la conférence régionales et Internationales en cours	Tenir des Séances d'alignement des compétences Féminines à la conférence régionales et Internationales en cours	Nombre de séances tenues	Rapport, Liste de participants	5 000
	Acquis des conférences régionales et internationales restitués à la femme d'Itombwe, Lulenge et Bijombo ;	Restituer à la femme de Itombwe, Lulenge et Bijombo les acquis des conférences régionales et internationales ;	Nombre de sessions tenues	Ordre de mission, Rapport de mission, Module, Billet de voyage	6500
	Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	8 500
SOUS-TOTAL AXE V : CONFERENCES REGIONALE ET INTERNATIONALE					32500
AXE VI RECHERCHE ET ETUDE					
D'ici 2026, 30% de Femmes ont eu accès aux postes de décision dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et Bijombo (Chefferie de Bavira)	État de lieux des différents postes de décision auprès des institutions étatiques et non-étatiques des différents secteurs œuvrant à Itombwe, Lulenge et Bijombo	Effectuer un état des lieux des différents postes de décision auprès des institutions étatiques et non-étatiques des différents secteurs œuvrant à Itombwe, Lulenge et Bijombo (Chefferie de Bavira)	Nombre de jours effectués	Rapport,	8 000
			Nombre de séances tenues	Rapport, Liste de participants	



	Chefferie de Bavira) effectué;				
	Plaidoyer en faveur de la candidate déléguée pour accéder au poste vacant réalisé ;	Réaliser un plaidoyer en faveur de la candidate déléguée pour accéder au poste vacant ;	Nombre de réunions tenues	Liste de participants Compte rendu,	6 000
			Nombre de plaidoyer réalisé	Texte du message, Liste de participants	
	Séances d'échanges organisées sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	organiser des séances d'échanges sur l'évolution de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	Nombre de séances tenues	Rapport de séances, Liste de participants	5 000
SOUS-TOTAL AXE VI : ETUDE ET RECHERCHE					19 000
AXE VII SUIVI ET EVALUATION					
D'ici 2026, 70% de la population des hauts plateaux d'Uvira, de Mwenga et de Fizi participent aux revues/réunions d'exécution à mi-parcours du PAL des actions du gouvernement sur la Résolution 1325 des Nations Unies	Réunions sur l'état d'avancement des objectifs des différents axes du Plan d'action local tenues trimestriellement	Tenir trimestriellement de Réunions sur l'état d'avancement des objectifs des différents axes du Plan d'action local	Nombre de réunions tenues	Compte rendu, Liste de participants	2 000
			Nombre de missions effectuées	Rapport de mission	
	Réunions sur l'état d'avancement des résultats des différents axes du Plan d'Action Local tenues trimestriellement	Tenir trimestriellement de Réunions sur l'état d'avancement des résultats des différents axes du Plan d'Action Local	Nombre de réunions tenues	Compte rendu, Liste de participants	2 000
			Nombre de missions effectuées	Rapport de mission	



	Réunions sur l'état d'avancement des activités des différents axes du PAL tenues trimestriellement	Tenir trimestriellement de Réunions sur l'état d'avancement des activités des différents axes du Plan d'Action Local	Nombre de réunions tenues	Compte rendu, Liste de participants	2 000
	Taux d'exécution semestriel du PAL est évalué	Evaluer le taux d'exécution semestriel du PAL	Nombre d'ateliers d'évaluation semestrielle du plan d'actions locales tenues	Rapport d'atelier ; Liste des participants	20 000
			Nombre de réunions d'évaluation semestrielle du Plan d'Actions Local tenues		
	Taux d'exécution annuel du PAL est évalué	Evaluer le taux d'exécution annuel du PAL	Nombre d'ateliers d'évaluation annuelle du Plan d'Action Local tenues	Rapport d'atelier, Liste de participants	20 000
			Nombre de réunions d'évaluation annuelle plan d'Action Local tenues par an		
	Missions de suivi des activités sur terrain effectuées ;	Effectuer des missions de suivi des activités sur terrain	Nombre de missions de suivi effectuées	Rapport de mission De suivi	120 000
	Missions d'évaluation des activités sur terrain effectuées	Effectuer des missions d'évaluation des activités sur terrain	Nombre de missions d'évaluation effectuée	Rapport de mission D'évaluation	
	Séances d'échanges organisées sur l'évolution	Organiser des séances d'échanges sur l'évolution	Nombre de séances tenues	Rapport de séances,	5 000



Global Network of
Women Peacebuilders



	de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)	de la situation de paix de Sécurité dans les secteurs d'Itombwe, Lulenge et de Bijombo (Chefferie de Bavira)		Liste de participants	
SOUS-TOTAL AXE VII : SUIVI ET EVALUATION					171 000
TOTAL GENERAL DU BUDGET DU PAL DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES A ITOMBWE, LULENGE ET BIUJOMBO 2023-2026					611 000

Commentaires :

Ce tableau ci-dessus présente quelques éléments essentiels du PAL susceptibles d’observer au cours de l’exécution des travaux sur terrain. Le montant de six cent onze mille dollars américains (**\$611,000**) est à titre indicatif. Le budget exact de chaque activité sera mis au point en fonction du contexte socio-économique de l’heure.



CONCLUSION :

La Synergie des Association Féminines du Congo « SAFECO » est une Association sans but lucratif exerçant ses activités depuis 2012 en Province du Sud-Kivu, principalement dans les hauts plateaux des Territoires de Fizi, Mwenga et Uvira. Encadre les femmes, les enfants vulnérables, les jeunes filles dans les domaines suivants :

- Éducation Formelle
- Éducation non Formelle (Entrepreneuriat, Coupe et couture, Formation en informatique)
- Défense des droits de la Femme
- Protection de l'Environnement et Reboisement
- Sécurité Alimentaire
- Santé de Reproduction (Lutte contre le VIH)

Étant donné que le Plan d'Action National du gouvernement de la République Démocratique du Congo pour l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour sa mise en œuvre, la SAFECO s'en approprie par l'élaboration du PAL de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans les territoires de Fizi, Mwenga et Uvira, secteurs d'Itombwe, de Lulenge et du Groupement Bijombo (Chefferie de Bavira) en Province du Sud-Kivu.

Il comprend sept axes, chaque axe avec un objectif, 46 résultats à atteindre, 46 activités à réaliser et 62 indicateurs à exécuter avec un cout évalué en Dollars américains de six cent onze mille (611 000\$).

Ce travail s'est référé aux documents de planification existants, notamment

- (i) Le plan d'action du gouvernement de la République Démocratique du Congo pour l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des nations Unies de 2013 et de la 2^{ème} génération de 2018 ;
- (ii) Les rapports de l'atelier organisé par SAFECO du 05 au 08 avril 2021,
- (iii) Autres documents du bureau.

TABLEAU SYNTHESE

Axes	Activités	Budget (\$)
Participation	9	70,000
Prévention	8	136,000
Protection	5	57,500
Relèvement	8	125,000
Conférences régionale et internationale	5	32,500
Étude et recherche	3	19,000
Suivi et évaluation	8	171,000
Total		611,000

Fait à Bukavu, le 23 janvier 2022

LA COORDINATRICE SAFECO